

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR L'EXERCICE CLOS LE 31.12.2012

15, Rue Eugène FAURE
38000 GRENOBLE

INSTITUT DES RISQUES MAJEURS

INSTITUT DES RISQUES MAJEURS

**Siège social : 15 Rue Eugène Faure
38000 GRENOBLE**

SOMMAIRE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES SOCIAUX	1- 2
RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES	3- 4
ANNEXES :	
Bilan au 31.12.2012	5- 6
Compte de résultat	7- 8
Annexe comptable	9-22

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES SOCIAUX
Exercice clos le 31 décembre 2012**

Aux membres,

En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012 sur :

- Le contrôle des comptes annuels de l'Institut des Risques Majeurs, tels qu'ils sont joints au présent rapport.
- La justification des appréciations,
- Les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base d'un audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels de votre association sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II - JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Votre association a procédé au suivi des fonds dédiés restant à engager en fin d'exercice et des subventions à percevoir ou perçues d'avances. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le bien fondé de l'approche retenue.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et donc contribuent à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie du rapport.

III - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels, des informations données dans le rapport du président dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Meylan, le 28 mai 2013

Cabinet MURAZ-PAVILLET
Commissaire aux Comptes

Représenté par Christian MURAZ

A N N E X

BIAN ACTIF

	31/12/2012		31/12/2011	
	Brut	Amort. dépréciat.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets, licences, logiciels, dts & val. similaire	7 223	7 223		0
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	59 184	50 917	8 267	8 144
Immobilisations grevées de droits				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL	66 407	58 140	8 267	8 144
Comptes de liaison	(i)			
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				130
Créances d'exploitation (3)				
Créances usagers et comptes rattachés	75 697	445	75 252	21 600
Autres créances	111 919		111 919	159 837
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	154 015		154 015	108 561
Charges constatées d'avance (3)	5 654		5 654	5 157
TOTAL	347 285	445	346 840	295 285
Charges à répartir sur plusieurs exercices	(ii)			
Primes de remboursement des emprunts	(iii)			
Ecart de conversion actif	(iv)			
TOTAL GENERAL	(i à v)	58 585	355 107	303 430
<i>(1) dont droit au bail</i>				
<i>(2) dont à moins d'un an</i>				
<i>(3) dont à plus d'un an</i>				
ENGAGEMENTS RECUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisé par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				

BILAN PASSIF

	31/12/2012	31/12/2011
	Net	Net
FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise	77 049	92 144
<i>Dont legs et don. avec contrepartie d'actifs immo., subv. d'invest. affectés à des biens renouvelables</i>		
Ecarts de réévaluation		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (excédent ou déficit)	- 69 686	- 15 095
Autres fonds associatifs		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Résultats sous contrôle des tiers financeurs		
Ecarts de réévaluation		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	294	374
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires (Commodat)		
TOTAL (I)	7 657	77 422
Comptes de liaison (II)		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	18 463	13 266
Provisions pour charges		
TOTAL (III)	18 463	13 266
FONDS DEDIES		
Sur subventions de fonctionnement	71 433	90 690
Sur autres ressources		
TOTAL (IV)	71 433	90 690
DETTES (1)		
Emprunts obligataires	140	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	45 000	
Emprunts et dettes financières divers (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	36 963	14 535
Dettes fiscales et sociales	132 897	101 436
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance (1)	42 555	6 080
TOTAL (V)	257 555	122 051
Ecarts de conversion passif (VI)		
TOTAL GENERAL (I à VI)	355 107	303 430
<i>(1) Dont à moins d'un an (A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours)</i>	257 555	122 051
<i>(1) Dont à plus d'un an (A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours)</i>		
<i>(2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque</i>		
<i>(3) dont emprunts participatifs</i>		
ENGAGEMENTS DONNES		

COMPTES DE RESULTAT

		31/12/2012	31/12/2011
		Total	Total
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Ventes de marchandises			
Production vendue			
Prestations de services		141 473	103 794
MONTANT NET DES PRODUITS D'EXPLOITATION		141 473	103 794
Production stockée			
Production immobilisée			
Subventions d'exploitation		423 122	476 766
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		14 163	17 464
Collectes			
Cotisations		36 298	36 067
Autres produits		23	61
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	(I)	615 078	634 152
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de marchandises			
Variation de stocks (marchandises)			
Achats de matières premières et autres approvisionnements			
Variation de stocks (matières premières et autres approvisionnements)			
Autres achats et charges externes (2)		180 900	154 304
Impôts, taxes et versements assimilés		25 372	21 036
Salaires et traitements		314 985	268 696
Charges sociales		155 593	139 068
Autres charges de personnel			
Dotations aux amortissements sur immobilisations		6 626	6 695
Dotations aux dépréciations sur immobilisations			
Dotations aux dépréciations sur actif circulant			
Dotations aux provisions pour risques et charges		18 463	13 256
Autres charges		99	14
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (3)	(II)	702 038	603 070
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION	(I-II)	- 86 960	31 082
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun			
Excédent attribué ou déficit transféré	(III)		
Déficit supporté ou excédent transféré	(IV)		
PRODUITS FINANCIERS			
De participations (4)			
Autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (4)			
Autres intérêts et produits assimilés (4)		2	13
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges			
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			3 066
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	(V)	2	3 079
CHARGES FINANCIERES			
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions			
Intérêts et charges assimilées (5)		1 710	
Différences négatives de change			
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES	(VI)	1 710	
2 - RESULTAT FINANCIER	(V-VI)	- 1 708	3 079
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	(I-II+III-IV+V-VI)	- 88 669	34 161

COMPTES DE RESULTAT

		31/12/2012	31/12/2011
		Total	Total
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion			
Sur opérations en capital			
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		80	80
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	(VII)	80	80
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion			
Sur opérations en capital		354	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions			
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	(VIII)	354	
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	(VII-VIII)	- 274	80
Impôts sur les bénéfices	(IX)		
TOTAL DES PRODUITS	(I+III+V+VII)	615 160	637 311
TOTAL DES CHARGES	(II+IV+VI+VIII+IX)	704 103	603 070
5 - SOLDE INTERMEDIAIRE		- 88 943	34 241
+ Report de ressources non utilisées des exercices antérieurs		90 690	41 354
- Engagements à réaliser sur ressources affectées		71 433	90 690
6 - EXCEDENT OU DEFICIT		- 69 686	- 15 095
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs			
(2) dont redevances sur crédit-bail mobilier			
dont redevances sur crédit-bail immobilier			
(3) dont charges afférentes à des exercices antérieurs			
(4) dont produits concernant des entreprises liées			
(5) dont intérêts concernant des entreprises liées			
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Produits			
Bénévolat			
Prestations en nature			
Dons en nature			
TOTAL			
Charges			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Règles et méthodes comptables

(Décret n° 83-1020 du 29-11-1983 - articles 7, 21, 24 début, 24-1, 24-2 et 24-3)

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2012 au 31/12/2012.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Il a été fait application des dispositions particulières résultant du règlement n°99-01 du Comité de la Réglementation Comptable du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations.

Fiscalité

Compte tenu de l'évolution législative du 16 juin 2006 relative au traitement des subventions au regard de la TVA et de l'évolution de l'activité de l'association, l'association a interrogé l'administration fiscale à ce sujet.

Par une réponse en date du 5 décembre 2007, l'Administration fiscale a confirmé l'obligation de sectoriser le plan lucratif de l'activité de l'Association, tout en rappelant le caractère principalement non lucratif de son activité, et a rappelé les règles en matière d'assujettissement des subventions en matière de TVA. Les conséquences de cette position sont les suivantes :

- en matière de TVA : les subventions reçues par l'Association sont soit non assujetties à la TVA soit bénéficient d'une exonération spécifique ;
- en matière de sectorisation : la mise en place d'un secteur distinct implique des modifications non seulement en matière de TVA mais également sur la taxe sur les salaires, l'impôt sur les sociétés ainsi que la contribution économique territoriale.

Immobilisations corporelles & incorporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (Prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- Logiciels	1 an
- Mobilier	5 à 10 ans
- Matériel de bureau & informatique	3 à 8 ans

En-cours de production de services

Le Chiffre d'Affaires relatif aux contrats à long terme est comptabilisé selon la méthode dite à l'avancement (les opérations concernées font toujours l'objet d'une facturation totale au début de l'opération). Le résultat à terminaison ne pouvant pas être estimé de manière fiable, aucun profit n'est dégagé : les produits dégagés à l'avancement sont pris en compte dans la limite des coûts correspondants. Ainsi, si les produits dégagés se trouvent être supérieurs aux coûts engagés, un produit constaté d'avance est comptabilisé pour le montant de la différence. Le cas échéant, une perte à terminaison peut être constatée lorsque le coût de revient estimé de l'opération est supérieur au chiffre d'affaires attendu.

Créances & dettes

Les dettes et créances sont valorisées à leur valeur nominale. Concernant les créances, une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Subventions d'exploitation

Les subventions d'exploitation font l'objet d'une comptabilisation dès lors que la convention attributive correspondante a été obtenue.

Les subventions d'exploitation de "fonctionnement" font l'objet d'une convention triennale. Une convention a été signée pour les années 2011, 2012 et 2013 avec le Conseil Général. Le montant de la participation du Département pour l'année 2013 n'est pas connue. Il fait l'objet d'une décision de la commission permanente dans la limite des crédits votés par l'assemblée départementale. Aucun montant n'a donc été comptabilisé ou mentionné pour l'année 2013.

Subventions d'investissements

Les subventions d'investissements reçues sont reprises au compte de résultat en fonction de la durée d'amortissement des biens ayant fait l'objet de tels financements.

Indemnités de départ à la retraite

Les engagements de l'association en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont mentionnés en engagements financiers donnés, à l'exclusion d'une constatation par voie comptable.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon retrospective avec prorata temporis sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 65 ans (*âge maintenu malgré la réforme légale par mesure de simplification compte tenu de l'incidence non significative des modifications apportées sur le calcul de la provision pour l'exercice*) en tenant compte des éléments suivants :

- Paramètres propres à chacun des salariés de l'association (âge à la date de clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel)
- Données spécifiques à l'association (convention collective, hypothèses de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisible du personnel & taux de charges sociales)
- Taux d'actualisation de 2,5%

Les montants éventuellement couverts par une assurance spécifique sont mentionnés en engagements reçus.

Droit Individuel à la Formation (DIF)

Les droits acquis par les salariés au regard du DIF à la date de clôture et non utilisés sur la période font l'objet d'un engagement financier donné par l'association. Du fait de sa nature, cet engagement n'est pas valorisé en euros et il est simplement fait mention du volume horaire acquis par les salariés et non réclamé par ces derniers à la date de clôture.

Rémunérations et avantages en nature des trois plus haut cadres dirigeants
Le montant des rémunérations et avantages en nature s'élève à 56 271 euros.

Changement de méthode

Aucun changement n'est intervenu par rapport à l'exercice précédent.

ENGAGEMENTS FINANCIERS

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

Engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus	
Avals, cautions et garanties	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Engagements en matière de pensions, retraites, et assimilés	78 021
Autres engagements donnés :	
Heures acquises par les salariés au titre du DIF	697 heures
Total (1)	78 021

<i>(1) Dont concernant :</i>	
- les dirigeants	
- les filiales	
- les participations	
- les autres entreprises liées	
<i>Dont engagements assortis de sûretés réelles</i>	

Engagements reçus	Montant
--------------------------	----------------

Total (2)	
------------------	--

<i>(2) Dont concernant :</i>	
- les dirigeants	
- les filiales	
- les participations	
- les autres entreprises liées	
<i>Dont engagements assortis de sûretés réelles</i>	

Engagements réciproques	Montant
--------------------------------	----------------

Total	
--------------	--

TABLEAU DE SUIVI DES FONDS ASSOCIATIFS

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
	A	B	C	D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Patrimoine intégré	92 144		15 095	77 049
- Fonds statutaires				
- Subventions d'investissement non renouvelables				
- Apports sans droit de reprise				
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecarts de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau				
Résultat de l'exercice	- 15 095	- 69 686	- 15 095	- 69 686
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- apports				
- legs et donations				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Ecarts de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	374		80	294
Provisions réglementées				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Total	77 422	- 69 686	80	7 657

TABLEAUX DE SUIVI DES FONDS DEDIES

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES					
Ressources	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nvlles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice D = A - B + C
fonds dédiés sur subventions	90 690	90 690	90 690	71 433	71 433
Total	90 690	90 690	90 690	71 433	71 433

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC					
Ressources	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nvlles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice D = A - B + C
Dons manuels					
Total					
Legs et donations					
Total					
Total					

IMMOBILISATIONS

Cadre A	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Immobilisations incorporelles			
Frais d'établissement et de développement	Total I		
Autres postes d'immobilisations incorporelles	Total II	7 223	
Immobilisations corporelles			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements et aménagements des constructions			
Installations techniques, matériel et outillage industriels			
Installations générales, agencements et aménagements divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau et informatique, mobilier		52 435	6 749
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
	Total III	52 435	6 749
Immobilisations financières			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
	Total IV		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)		59 658	6 749

Cadre B	Diminutions		Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations Valeur d'origine
	Par virement	Par cession		
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de développement	(I)			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	(II)		7 223	
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, aménag. constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agencements et aménagements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier			59 184	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
	Total III		59 184	
Immobilisations financières				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières				
	Total IV			
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)			66 407	

AMORTISSEMENTS

Cadre A SITUATION ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE					
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Valeur en début d'ex.	Augment. Dotations	Diminutions Sorties / Rep.	Valeur en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement et de développement	Total I				
Autres immobilisations incorporelles	Total II	7 223	0		7 223
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Instal. générales, agenc. et aménag. constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Installations générales, agencements et aménagements divers					
Matériel de transport					
Matériel de bureau et informatique, mobilier		44 291	6 626		50 917
Emballages récupérables et divers					
	Total III	44 291	6 626		50 917
TOTAL GENERAL (I + II + III)		51 514	6 626		58 140

Cadre B VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORT. DEROGATOI							
Immobilisations amortissables	DOTATIONS			REPRISES			Mouvements nets amort. à fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amortissement fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amortissement fiscal exceptionnel	
Immo. incorporelles							
Frais d'établiss. Total I							
Aut. immo. incorp. Total II							
Immo. corporelles							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Inst. gén., agenc. amén. const.							
Inst. techn., mat. outill. indus.							
Inst. gén., agenc., amén. divers							
Matériel de transport							
Mat. bureau, inform., mobilier							
Emballages récup. et divers							
	Total III						
Frais acq. titres part. Total IV							
TOT. GEN. (I+II+III+IV)							

Cadre C MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES REPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES		Montant net début d'ex.	Augmen-tations	Dotations ex. aux amort.	Montant net en fin d'ex.
Frais d'émission d'emprunt à étaler					
Primes de remboursement des obligations					

PROVISIONS ET DEPRECIATIONS INSCRITES AU BILAN

	Montant au début de l'ex.	Augmentation Dotations ex.	Diminutions : Reprises ex.		Montant à la fin de l'ex.
			Utilisées	Non utilisées	
Provisions réglementées					
Provisions pour reconstitution gisements miniers, pétroliers					
Provisions pour investissements					
Provisions pour hausse des prix					
Amortissements dérogatoires					
Dont majorations exceptionnelles de 30 %					
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger av. 01/01/92					
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger ap. 01/01/92					
Provisions pour prêts d'installation					
Autres provisions réglementées					
Total I					
Provisions pour risques et charges					
Provisions pour litiges					
Provisions pour garanties données aux usagers, adhérents					
Provisions pour pertes sur marchés à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change					
Provisions pour pensions et obligations similaires					
Provisions pour impôts					
Provisions pour renouvellement des immobilisations					
Provisions pour grosses réparations					
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés payés					
Autres provisions pour risques et charges	13 266		18 463	13 266	18 463
Total II	13 266		18 463	13 266	18 463
Dépréciations					
Sur immobilisations incorporelles					
Sur immobilisations corporelles					
Sur titres mis en équivalence					
Sur titres de participation					
Sur autres immobilisations financières					
Sur stocks et en-cours					
Sur comptes clients	445				445
Autres dépréciations					
Total III	445				445
TOTAL GENERAL (I + II + III)	13 711		18 463	13 266	18 908
<i>- d'exploitation</i>		18 463			
<i>Dont dotations et reprises :</i>					
<i>- financières</i>					
<i>- exceptionnelles</i>					
<i>Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation de l'exercice (Art. 39-1-5 du CGI)</i>					

ETAT DES CREANCES ET DES DETTES

Cadre A	ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
De l'actif immobilisé				
Créances rattachées à des participations				
Prêts (1)				
Autres immobilisations financières				
De l'actif circulant				
Clients, usagers, adhérents douteux ou litigieux				
		496	496	
Autres créances clients, usagers, adhérents				
		75 201	75 201	
Créances représentatives de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
		955	955	
Autres impôts taxes et versements assimilés				
		100	100	
Divers				
		110 864	110 864	
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Débiteurs divers				
Charges constatées d'avance				
		5 654	5 654	
Total		193 270	193 270	

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

Cadre B	ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)					
Autres emprunts obligataires (1)					
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit : (1)					
- à un an maximum à l'origine					
- à plus d'un an à l'origine					
		45 000	45 000		
Emprunts et dettes financières diverses (1)					
		140	140		
Fournisseurs et comptes rattachés					
		36 963	36 963		
Personnel et comptes rattachés					
		32 207	32 207		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux					
		72 533	72 533		
Impôts sur les bénéfices					
Taxe sur la valeur ajoutée					
		15 390	15 390		
Obligations cautionnées					
Autres impôts, taxes et versements assimilés					
		12 767	12 767		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Confédération, fédération, union, associations affiliées					
Autres dettes					
Dettes représentatives de titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
		42 555	42 555		
Total		257 555	257 555		

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

115 000

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

70 000

PRODUITS A RECEVOIR

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	31/12/2012	31/12/2011
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	1 750	
Autres créances	100	
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
Total	1 850	

CHARGES A PAYER

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	31/12/2012	31/12/2011
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers	140	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 596	9 587
Dettes fiscales et sociales	49 858	42 956
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes :		
Total	58 594	52 543

PRODUITS ET CHARGES CONSTATES D'AVANCE

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

Produits constatés d'avance	31/12/2012	31/12/2011
Produits d'exploitation	42 555	6 080
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
Total	42 555	6 080

Charges constatées d'avance	31/12/2012	31/12/2011
Charges d'exploitation	5 654	5 157
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
Total	5 654	5 157

TRANSFERTS DE CHARGES

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

Nature des transferts de charges	Montant
Remboursement formation	197
Aide emploi	700
Total	897

PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

Produits exceptionnels	Montant	Imputé au compte
Quote part de subvention d'investissement virée au compte de résultat	80	777000
Total	80	

Charges exceptionnelles	Montant	Imputé au compte
Majoration retard de paiement	354	671000
Total	354	

VENTILATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE

NATURE	Montant
Résultat du secteur lucratif	-30 913
Résultat du secteur non lucratif	-38 773
TOTAL	-69 686